

## Agenda bloc notes n°8 d'Espaces Marx TMP (Toulouse Midi-Pyrénées)

Aux adhérent(e)s et sympathisant(e)s

mai 2011

- **Jeudi 5 mai** : salle Duranti-Osète à 20h30, les Amis du Diplo et ATTAC invitent **O. Le Cour Grandmaison** (historien de la citoyenneté et de l'histoire coloniale) sur "*Immigration, Sarkozysme et République*" : même les droits les + élémentaires des enfants sont bafoués !
- **Mardi 17 mai** : à 18h à Ombres Blanches, **J.P. Malrieu** débattrait avec **P. Jorion**, spécialiste de la formation des prix, auteur de "*La crise du capitalisme américain*" et de "*Le capitalisme à l'agonie*" (cf. plus bas, une analyse de ses contributions données à l'Huma et au Monde)
- **Samedi 21 & Dimanche 22 mai** : la fête de l'Huma au parc des Argoulets avec plusieurs débats (cf. programme sur <http://www.fetehuma31.fr/>), dont celui avec **M. Lemoine**, ex rédacteur en chef du Monde Diplo sur "*les 5 cubains emprisonnés aux USA*".
- **Samedi 28 mai** : manif nationale contre le racisme et la politique nationale d'immigration (pétition à signer en ligne <http://dailleurnoussommesdici.org>)
- **Mardi 31 mai** : à 20h, à la maison des associations (ex caserne Niel), atelier d'Espaces-Marx TMP sur la perversité des mots, des discours et des représentations dans le "Darwinisme"
- **Mercredi 1 juin** : à 18h, Ombres Blanches invite **A. Martinez Vidal** sur l'ouvrage collectif "*L'Hôpital Varsovie, exil, médecine et résistance*" : de l'hôpital militaire créé par les guérilleros pour soutenir l'opération Reconquista de España à un hôpital civil soignant les réfugiés espagnols, et devenu un centre de formation du personnel et de recherche clinique.

**"Le capitalisme à l'agonie"** (Fayard, 348 p., 20€) de **Paul Jorion**.

Spécialiste des mécanismes financiers et de la formation des prix, ce chroniqueur du Monde Economie avait été le premier en 2004 à annoncer la crise des subprimes dans son "*La crise du capitalisme américain*", qui n'avait alors pas trouvé d'éditeur et finira par sortir en 2007 sous le titre ... "*Vers la crise du capitalisme américain*" (exemple de dénégation : on n'y est pas encore !).

Tout en ne remettant pas en cause l'économie de marché, il confirme dans l'Huma du 17 avril 2011 qu'il est résolument hostile au capitalisme financier : "*La plupart des opérations financières sont des opérations spéculatives sans rapport avec l'économie réelle ... Au cours des 25 dernières années, la finance a pris le dessus sur le capitalisme productif et s'est emparée des commandes du système. ... L'aristocratie capitaliste, qui a pris le pouvoir également au sein de l'appareil d'Etat, (conformément aux préconisations des théoriciens néolibéraux tels Von Hayek), n'hésite pas à puiser dans la caisse de l'Etat l'argent nécessaire pour renflouer le secteur bancaire quand celui-ci est en difficulté. Comme "les fonctionnaires de haut rang sont devenus des agents interchangeables, nationaliser les banques sans changer cette structure du pouvoir n'aurait donc aucune conséquence"*. Et quant au rebond des profits du CAC 40 qui ont augmenté de 85% en 2010 par rapport à 2009, "*ce n'est pas une preuve de bonne santé mais reflète essentiellement une panique du système*". Il s'agit de vider les caisses avant dépôt de bilan : "*Le pillage s'accélère ... ceux qui tirent parti du système sont bien décidés à laisser les caisses vides*".

A l'heure où certains renâclent à socialiser (nationalisations démocratiques) les banques dans le cadre d'un programme populaire partagé, il est important de rappeler que les banquiers - maffieux sont soupçonnés (comme Goldman Sachs et bien d'autres) d'avoir floué leurs clients en les poussant à acquérir des titres adossés à des dettes hypothécaires, alors même qu'elles misaient sur leur effondrement ! Quant à ceux qui prônent un simple "contrôle" de ces banques par la seule intervention démocratique de CE qui auraient des "droits de regard", c'est vraiment nous faire prendre des vessies pour des lanternes : chacun sait que des experts comptables grassement rémunérés sont suffisamment ... experts pour fausser les comptes qui seront fournis au regard des CE : qui n'a pas le pouvoir réel ne peut rien contrôler du tout !

Mais revenons en à **P. Jorion** : après avoir "*utilisé les délocalisations pour faire pression sur les salaires et les conditions de travail ... arrivera fatalement un jour où le système aura épuisé ces possibilités et on entend déjà parler de relocalisations*". Mais, même dans ce contexte, le travail continuera de se raréfier selon **P. Jorion** : "*Une certaine dissociation des revenus et du travail est devenue réalité avec l'automatisation et l'informatisation d'un nombre croissant de tâches*". Même "*les tâches intellectuelles*

sont également de plus en plus prises en charge par des logiciels. Bien sûr, il restera toujours ceux qui créent les robots, les logiciels, les chercheurs qui permettent à la médecine de progresser ... mais l'ensemble de ces personnes ne représentera jamais plus de 1% de la population".

**P. Jorian** nous prédit donc une société à deux corps, les uns (1%) qui remplissent des tâches intellectuelles seront surbookés, stressés et surchargés de travail alors que tous les autres seront remplacés par des robots et donc ... au chômage : une société qui interdit à chacun d'évoluer, de changer de métier et de se qualifier davantage, une société qui interdit un autre partage du travail basé sur l'idée de **travailler tous, mais moins et mieux** : "*... et si l'on reste dans une telle société, où les travailleurs tendent à être remplacés par des machines sans bénéficier de la productivité ainsi créée, il faut alors trouver une solution pour leur donner des revenus qui leur permettent de continuer à consommer*" donc de sauver l'économie de marché du capitalisme : "*C'est dans ce cadre que se pose la question d'une allocation universelle. Mais ce n'est pas un modèle de société, juste une analyse*". **P. Jorian** rejoint donc les partisans du REU (Revenu d'Existence Universel) ou du "revenu de base" (de l'A.I.R.E réservé aux seuls "nationaux") ou du "revenu citoyen" (850 € dégressif jusqu'à 1500 € net)<sup>1</sup>.

C'est dans ce cadre que **P. Jorian** entend "*faire exploser le système capitaliste lui-même*" (sic!) en "*mettant un terme à l'hégémonie des détenteurs de capitaux sur les dirigeants d'entreprise et les salariés, ... interdisant les stock-options qui font dépendre la rémunération des dirigeants d'entreprise de paris sur les fluctuations des prix, ... posant la question du rôle des cadres dont le travail essentiel est de superviser pour ne pas laisser l'initiative aux travailleurs eux-mêmes, ... nous interrogeant sur le profit des marchands qui vont jusqu'à doubler les prix pour faire leur marge. A mon avis, il y aura toujours besoin d'un marché. Mais la distribution des marchandises n'implique pas de laisser carte blanche aux marchands*".

Donc, **P. Jorian**, en réclamant une plus grande régulation du marché, entend non pas "*produire de nouvelles utopies*", mais "*favoriser la prise de conscience de la nécessité d'un nouveau système qui remplacera le capitalisme, qui devra également tenir compte ... du pouvoir de dépendance qu'ont les objets sur nous mêmes*" : "*commençons par nous libérer de l'aliénation du journal de télévisé de 20 heures qui nous assène, par exemple, l'idée que nous sommes des "demandeurs d'emploi" ... En nous considérant comme des "offreurs" d'emploi, exigeons de bénéficier des gains de productivité obtenus par les progrès technologiques, quand ceux-ci nous permettent de nous libérer des tâches pénibles*" et exigeons "*l'interdiction pure et simple des opérations financières de spéculation ... alors que la gauche se contente souvent d'imaginer de nouvelles taxes sur les transactions*" (cf. la taxe Tobin d'ATTAC) !

Sous le titre "*Le spectre de Karl Marx*", Alain Faujas dans Le Monde du 8 avril 2011 nous donne une critique minimaliste du bouquin de **Jorian** : "*L'auteur se sépare de Marx et de son spectre en ce qu'il ne distingue pas deux classes d'acteurs (capitaliste et prolétaire), mais quatre : le capitaliste, l'entrepreneur, le salarié et le marchand. Dans la lutte implacable pour la captation du surplus dégagé par leur activité économique conjointe (la plus-value est donc coproduite !), c'est le salarié qui perd à tout coup, car l'intérêt versé au capital et les positions de force des trois autres acteurs concentrent peu à peu la richesse et le patrimoine dans les mains d'un tout petit nombre.*"

"*Ce n'est donc pas la baisse tendancielle (du taux) des profits qui tuera le capitalisme, comme le croyait Marx, mais l'accumulation outrancière du capital (et si cette accumulation outrancière résultait d'une captation tout aussi outrancière qui induirait cette baisse du taux de profit ?), car l'intérêt versé aux capitalistes les enrichit toujours plus et les investisseurs substituant les machines au travail, le pouvoir d'achat et la consommation se tarissent. Il ne reste plus que le crédit pour maintenir la demande, jusqu'à ce que le paiement des intérêts de celui-ci achève d'appauvrir la cohorte des salariés. Le jeu s'arrêtera quand il n'y aura plus assez de joueurs.*"

---

<sup>1</sup> C'est ce que propose D. de Villepin à toute personne âgée de plus de 18 ans : si son salaire est inférieur à 650 €, son revenu citoyen sera de 850 € et son revenu global sera donc la somme de son salaire + 850€. Donc si :

- vous ne travaillez pas, votre revenu global sera égal à votre revenu citoyen donc de 850 €
- vous travaillez à mi-temps et payé au SMIC (535 €), votre revenu global sera de 535 + 850 soit **1385 € net**

Si vous travaillez à plein temps au SMIC (1070€), votre revenu citoyen sera de 430 € et votre revenu global sera de 1070 + 430 soit **1500 € net**. Ainsi, la différence de revenu global entre un temps plein et un mi temps payés au SMIC sera de 1500 – 1385 soit 115 € net par mois ...! Belle incitation à travailler deux fois moins pour gagner presque autant ? N'est-ce pas la mort programmée du SMIC et l'incitation à travailler au noir ?

"La spéculation ne met pas de l'huile dans les rouages du marché, mais elle y met le feu. Parce que les Bourses sont devenues des maisons de jeu légales et dangereuses, peut-on les contraindre pour autant ? Sacrifier la liberté à la vertu ? La propriété à l'éthique ? Le brillant renfort de Marat, Robespierre, Hegel, Freud ou Lacordaire, comme celui de l'anthropologie et de la psychologie des profondeurs, ne lui permettent pas de trancher."

"Ne croyant plus à la possibilité de parvenir au plein emploi qui remettrait le travailleur au centre et l'économie sur ses pieds, **P. Jorion** appelle donc à "un changement de civilisation" en instaurant un système "où les revenus proviendraient d'une autre source que le travail", par la création d'un "revenu minimum universel" supposant "une intervention de la puissance publique pour mieux répartir les richesses – sans pour autant tomber dans la dictature – à savoir la fiscalité" : "ne pas imposer le travail", "imposer substantiellement les revenus du capital (dont les stock-options)", "imposer de manière dissuasive les gains du jeu" (y compris les opérations financières), "éliminer les rentes de situation": si ça ne s'appelle pas de la fiscalité (que Faujas confond avec la dictature), ça s'appelle comment alors ?

"Autrement dit, il n'est point question de révolution. ... Le capitalisme n'est pas vraiment à l'agonie, mais il a une fièvre de cheval et **P. Jorion** fait partie des médecins qui se pressent à son chevet".

Comme quoi la critique qu'en fait A. Faujas vise à endormir le lecteur à la différence du contenu de l'interview donné à l'Huma par **P. Jorion** ! Manifestement, Faujas a oublié ce qu'écrivait **P. Jorion** dans le Monde du 4 septembre 2007 sous le titre "**L'économie a besoin d'une authentique constitution**" : "Si l'on utilise parfois l'expression de "capitalisme sauvage", c'est parce que l'on ressent intuitivement que le capitalisme représente, en effet, l'économique (et la finance) sous sa forme sauvage, non domestiquée. Quand nous évoquons l'existence d'un "système" capitaliste, nous pensons que l'économie fonctionne quelquefois de manière stable, ou plutôt, car c'est de cela qu'il s'agit, de manière cyclique. Or, de tels cycles se rencontrent également dans la nature livrée à elle-même : ils caractérisent, en particulier, l'interaction spontanée des populations de prédateurs et de proies. Les rapports naturels ne laissent en présence que des vainqueurs en petit nombre face à des multitudes de vaincus, et c'est de cette manière que notre économie fonctionne aussi."

Luc Brossard, d'Espaces-Marx TMP

La revue de "**L'Union Rationaliste**" (<http://www.union-rationaliste.org/>), "**Les Cahiers rationalistes**" recommandent dans leur n° 609/610 (notamment) les lectures de :

"**Capitalisme, désir et servitude, Marx et Spinoza**" (La Fabrique/2010, 216 p., 12€) : parallèlement à l'approche de G. Dostaler et B. Maris dans leur "**Capitalisme et pulsion de mort**" (éd. pluriel, 168 p., 6.50€), **F. Lordon** souligne que la vitalité du capital, le désir d'entreprendre (qui n'est pas le propre du capitaliste) tient sa source dans la pulsion de vie. La structure hiérarchique de l'entreprise capitaliste impose l'emboîtement ambivalent de la dialectique maître-esclave où tout subordonnant est aussi subordonné mais où le pouvoir d'entreprendre n'appartient qu'aux possesseurs de capitaux : cette asymétrie fonctionnelle et informationnelle issue de la division sociale du travail est fondamentalement féodale et attentatoire à l'idée d'égalité entre les hommes et justifie d'instaurer le règne de la démocratie dans (et hors) de l'entreprise (selon Daniel Bachet).

"**L'ambition morale de la politique. Changer l'homme ?**" (L'Harmattan, Coll. Raison mondialisée, 270 p., 26€). Selon **Y. Quiniou**, l'idéologie dominante libérale n'a eu de cesse de séparer la politique de la morale, en cantonnant celle-ci à la sphère individuelle. Toute tentative pour moraliser la politique (que dire alors des hypocrites qui prétendent vouloir "moraliser" les marchés financiers et les paradis fiscaux ?) serait indue pour 2 raisons : primo, ce serait empiéter sur la liberté des individus dont la satisfaction des intérêts égoïstes est le ressort d'une économie de marché "libre et non faussée" ; deusio, vouloir changer la nature égoïste de l'homme conduirait au totalitarisme. Cela mène à une profonde défiance et un grand dégoût envers la politique qui est accaparée les arrivistes, qui en font alors leur chose, une profession coupée des citoyens qui se réfugient dans l'abstention. Pour Quiniou, le marxisme n'a vu le plus souvent dans la morale qu'un masque des rapports sociaux (c'est peut-être oublier les contributions de **Monique et Roland Weyl** sur le Droit). Il convient donc selon lui de distinguer l'éthique (personnelle) et la morale (citoyenne et universelle) qui seule interfère avec la société donc la politique. Cette distinction, essentielle, se heurte à plusieurs objections, que Quiniou réfute avec force et originalité (selon Tony Andréani).